

Paiement électronique en ligne pour les structures scolaires et universitaires

Les avantages de la solution "Digitech Africa"

LLIM

Libreville / Gabon

APRÈS ses éditions Classiques et XXL des mois précédents destinées au grand public, le café numérique Libreville (Cafen LBV), une initiative de Sylvère Boussamba, responsable de l'ONG Ogooué Labs, s'est intéressé, samedi dernier, dans un hôtel de la place, à une toute autre formule dite "Corporate". Avec son équipe et ses partenaires, M. Boussamba a convié une entreprise "Digitech Africa"



Photo : LLIM

Les organisateurs du Café numérique présentant la thématique du jour.

créée par des Gabonais, Charles Boukinda, Felicien Bikang, qui propose des solutions numériques aux problèmes que ren-

contrent leurs congénères. Cette jeune start-up a présenté sa nouvelle offre de paiement en ligne



Photo : LLIM

Une vue de l'assistance pendant la démonstration.

pour les structures scolaires et universitaires. La solution "E-bilingue" est, selon ses créateurs, une innovation aussi bien

pour les parents que pour les responsables d'établissements. La directrice des affaires financières (Daf) de l'Uni-

versité Omar Bongo (UOB), Elisabeth Ntoutoume, et un responsable de l'Institut national des sciences et de gestion (INSG), M. Mbina ont pu démontrer les avantages de ce nouveau mode de paiement au sein des structures dont ils ont la charge. En effet, cette solution numérique permet un gain considérable en temps, une traçabilité en termes de statistiques favorisant un contrôle du nombre d'élèves, une amélioration du flux et de la gestion financière. De quoi inspirer les "Tech-entrepreneurs" gabonais.

Coopération économique

La France en recul

MSM

Libreville/Gabon

SELON les services français de douane, après avoir accusé de fortes baisses en 2015 et 2016, respectivement de 20,7% et de 13%, les exportations hexagonales ont observé une nouvelle contraction, moindre toutefois que les années précédentes de 7,8% en 2017, rapporte l'agence Ecofin. Elles sont ainsi passées de 468 millions d'euros à 431,7 millions d'euros au

cours de l'année dernière, alors que les ventes de l'Hexagone il y a dix ans, dépassaient les 550 millions d'euros. Dans la cartographie de ces échanges commerciaux, les biens d'équipements ont à nouveau représenté comme en 2016, une valeur inférieure aux produits industriels de 127,8 millions d'euros, soit une chute de 8,5%. Les ventes de machines, soit 63,4 millions d'euros, ont enregistré une baisse moindre de 2,2%. Quant aux produits industriels, ils ont représenté une valeur d'exportation de 164,8 millions d'euros, en réduction



Photo : Frédéric Serge Long

Malgré le renforcement de la coopération économique entre les deux pays porté par l'ambassadeur de France au Gabon...

aussi, mais inférieure à celle des biens d'équipements (-3,6%).

Depuis 2014, les ventes françaises d'équipements mécaniques et électriques,

auparavant majoritaires sont devenues inférieures à celles de produits industriels. Dans cette tendance baissière, les produits agroalimentaires ont également poursuivi leur chute (-9,3%), à 98,1 millions d'euros en 2016. Alors que le pic des ventes avait été atteint en 2014, avec 119 millions d'euros. Si la France reste jusque-là, le premier fournisseur du Gabon, avec plus de 30% de parts de marché sur les 12 premiers mois de l'année 2017, il n'en demeure pas moins que ses ventes s'effritent, traduisant ainsi

la baisse d'activité liée à la crise économique que traverse le pays. L'impact de cette crise est par ailleurs perceptible sur les ventes françaises de produits agroalimentaires qui enregistrent leur plus mauvais score depuis 2011. Avec 30% des achats français dans la sous-région, le Gabon est le deuxième client de la France en Afrique centrale, derrière le Cameroun qui a importé pour 537 millions d'euros de biens et équipements français, mais devant le Congo Brazzaville, avec 330 millions d'euros en 2017.

Conjoncture 1er trimestre 2018

Le commerce général en repli

MSM

Libreville/Gabon

DES rayons aux trois quarts abandonnés par leur clientèle habituelle, des étals de marchandises attendant d'hypothétiques acheteurs, des caisses à moitié

vide...C'est la soupe à la grimace dans le secteur de la grande distribution. En effet, les grandes enseignes commerciales du pays subissent également les contrecoups de la perte du pouvoir d'achat des ménages liée à la morosité de l'économie nationale.



Photo : Franck Martial MOMBO

Les grandes enseignes affichent une baisse d'activités au 1er trimestre 2018.

Selon les chiffres compilés des grands importateurs de marchandises (Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel) à fin mars 2018, l'activité de la branche du commerce général structuré a baissé de 8,8% à

80,3 milliards de Francs CFA comparativement aux 88 milliards de francs réalisés l'année dernière. Cette baisse est imputable aux contre-performances observées dans la plupart des majors en lien avec la contraction de la demande du marché domestique.

Sécurité maritime/ Séminaire de formation

Des outils pour un meilleur suivi des navires

AEE

Libreville/Gabon

Un séminaire national sur la mise en œuvre des instruments par l'État du pavillon et le contrôle des navires par l'État du port, s'est ouvert hier à Libreville.

ORGANISÉ par le ministère des Transports avec l'appui technique de l'Organisation maritime internationale (OMI), un atelier se déroule du 27 au 31 août. Il a pour objectif de fournir

aux agents des administrations gabonaises concernées par la sécurité maritime et la protection de l'environnement maritimes, des informations sur les différentes obligations et devoirs de l'État du pavillon, conformément à la convention des Nations-Unies sur le droit de la mer. Selon l'expert de l'OMI, Thierry Emile Paul Beisser, cet atelier va couvrir également les rôles de l'administration de la sécurité maritime en ce qui concerne les navires non conventionnels et les conditions de travail et la



Photo : Abel Eyeghe

Les officiels lors de l'ouverture hier du séminaire.

sécurité au travail des gens de mer. Pendant 5 jours, les inspecteurs de l'État du pavillon, donc les navires du Gabon, les responsables de la révision des plans des navires, les responsables de la réglementation, les responsables du système interne de gestion de la qualité, de la formation ou des statistiques, vont bénéficier de ces outils qui, une fois les tenants et les aboutissants maîtrisés, vont mieux permettre un suivi normatif et technique des navires. D'après le directeur de ca-

binet du ministre des Transports, au cours des 20 dernières années, les échanges internationaux se sont davantage développés, en raison de l'augmentation du nombre de la typologie des navires, de leur taille et du volume des marchandises transportés. Ce qui nécessite donc l'appropriation, par les agents concernés, un renforcement de capacités aussi bien dans le suivi des navires battant pavillon gabonais que dans le contrôle des navires par l'État du port.